



c/o Nature & Progrès 49, rue Raspail 93100 MONTREUIL

Lettre d'information

n° 75

janvier - mars 1997

10 F

ISSN 0996-5572

Éditorial

« Verts » : l'usufruitier qui dilapide le capital

Quelques militants, réunis en petites associations comme le Comité Stop Nogent, continuent aujourd'hui à se battre inlassablement contre le nucléaire, dans l'indifférence prononcée de la population et des écologistes en titre. Ils y dépensent leur temps, leur énergie, leurs moyens financiers, sans pour autant en tirer avantage, et même souvent y récoltent quelques ennuis.

Les partis politiques « écologistes » qui se présentent aux élections vont, à l'inverse, bénéficier du « bruit » créé par les antinucléaires pour améliorer leurs scores électoraux ; ils ont de ce fait l'usufruit de ce mouvement.

En négociant un accord d'alliance électorale avec le Parti socialiste, agrémenté d'un programme comportant une base « énergie et nucléaire » réduite à peau de chagrin (voir page 2), « les Verts » viennent de définir le programme antinucléaire officiel de tous les écologistes et assimilés. Disposant de moyens de communication supé-

rieurs à ceux des associations, ils réduisent ainsi à néant des années de travail acharné sur la finalité même du mouvement : sortir du nucléaire. D'autres points importants liés à cette énergie, comme le chauffage électrique, la sûreté (voir p. 6), la radioprotection... passent à la trappe. La récente pub sur les éoliennes, en guise de dédommagement à l'égard des énergies alternatives, n'y changera rien (voir p. 4).

Non contents de bénéficier de l'usufruit du mouvement antinucléaire, les Verts en dilapident aussi le capital. Décidément, en politique, ce n'est pas avec des convictions que l'on fait carrière, mais plutôt en s'asseyant dessus. Tout cela pour quelques places à la députation. La base de ce parti, qui a ratifié ces accords électoraux les 22 et 23 mars (62 % pour), n'a été ni plus lucide, ni moins électoraliste ni même un peu plus honnête que ses chefs.

A noter sur votre carnet...

LE CARNET (St-Nazaire)

31 mai et 1^{er} juin 1997

MANIFESTATION CONTRE LE PROJET DE RÉACTEUR NUCLÉAIRE

En Loire-Atlantique, EDF avance masqué pour préparer la construction d'une centrale nucléaire franco-allemande E.P.R. destinée dans un premier temps à l'exportation puis à remplacer progressivement les centrales françaises les plus anciennes (source : dossier de presse d'EDF sur l'E.P.R.).

Fin janvier, le préfet de région avec l'accord du gouvernement vient de décider le remblaiement de 51 ha de zones humides situées sur le site sans qu'EDF précise la nature de cette centrale. Pour la Fédération AntiNucléaire 44 (FAN 44) il ne fait aucun doute que l'on prépare la construction d'une centrale nucléaire E.P.R. :

- une Déclaration d'Utilité Publique concernant la construction d'une centrale nucléaire existe depuis 1988. Pour éviter une nou-

velle enquête publique, EDF doit commencer les travaux avant mars 1998.

- Le Carnet est le seul site vierge dont dispose EDF actuellement.

- La phase d'études franco-allemande se termine avec un coût total de 120 millions d'euros.

Une forte mobilisation nationale et internationale pourrait faire échec à ce projet. Il est encore temps de se mobiliser.

Programme complet de la manifestation contre une enveloppe timbrée autoadressée ou sur Internet :

<http://www.ratical.com/radiation/LeCarnet.html>.

FAN 44 Maison de l'Écologie 76 rue Jean Jaurès 44600 ST-NAZAIRE

Tél. : 02 40 01 95 82 - Fax : 02 40 01 96 02 - E-mail : winrun@naonet.fr

L'ACCORD « ANTINUCLÉAIRE » VERTS-P.S.

« **R**éorienter la politique énergétique en instaurant un moratoire sur la construction de réacteurs nucléaires et sur la fabrication du Mox jusqu'en 2010, tout en augmentant fortement les crédits pour les économies d'énergie et les énergies renouvelables. Cette politique passe notamment par la fermeture de Superphénix, la réversibilité du stockage des déchets nucléaires en rééquilibrant les crédits de recherche par application réelle de la loi Bataille. Le retraitement à La Hague sera revu, ce qui suppose une surveillance accrue du site et un nouvel effort de recherche ; en outre, aucun nouveau contrat de retraitement ne sera souscrit. Le vote d'une loi sur l'énergie aura lieu au plus tard en 2005 ».

Tel est donc précisément le contenu de cet accord que certains prétendent historique.

Pour le militant de base ou le sympathisant, antinucléaire par conviction mais n'y connaissant pas grand-chose, cet accord peut, à première lecture, être très alléchant. Mais regardons-y d'un peu plus près...

► Moratoire jusqu'en 2010 sur la construction de nouveaux réacteurs :

Actuellement, le parc nucléaire français est en très large surcapacité. Un réacteur sur cinq produit de l'électricité uniquement pour l'exportation, à un prix moyen inférieur au coût de production - transport, donc à perte. Ceci résulte d'une large surestimation des consommations nationales à l'époque de la commande et de la construction du parc. Les prévisions de variations futures de consommations d'électricité s'orientent plutôt à la baisse, mis à part le chauffage électrique et autres usages non spécifiques.

Les processus de maintenance ont évolué, il est possible techniquement, mais c'est long, difficile, cher, et sans garantie de réussite, de changer certaines pièces maîtresses susceptibles de réduire la durée de vie des installations (générateurs de vapeur, couvercles de cuves...). Pour la cuve du réacteur, on envisage même de lui faire subir sur place un traitement thermique d'ensemble pour rajeunir le matériau. EDF souhaite prolonger jusqu'à 40 ans la durée de vie des réacteurs, initialement fixée à 25 ans. Les réacteurs les plus anciens (Fessenheim en Alsace) devront être remplacés vers 2020. En prendre la décision vers 2010 est largement suffisant. Un moratoire ne gênerait même pas le constructeur Framatome, qui d'ores et déjà s'efforce de garder la main en exportant vers la Chine, à perte, payable en nature dans dix ou quinze ans. Le moratoire sur la construction de nouvelles installations jusqu'à cette date existe donc de fait, et considérer cette part de l'accord comme une victoire équivaut à accorder crédit à un leurre.

► Arrêt de Superphénix :

Conscients de la faiblesse des réserves planétaires en uranium, les promoteurs du nucléaire avaient de longue date orienté le programme vers une meilleure utilisation du combustible. L'uranium naturel contient 99,3 % d'isotope 238 non fissile et 0,7 % d'isotope 235 fissile. C'est ce dernier qui est intéressant et libère l'énergie par fission en chaîne. Pour l'utiliser dans les réacteurs à eau pressurisée (REP, 55 réacteurs en France plus 3 en construction), il est nécessaire d'augmenter le pourcentage d'isotope 235 à 3,1 %, rechargement des réacteurs par tiers de cœur par an (30 tonnes), ou 3,7 % pour une part du parc 900 MWe, rechargement par quart de cœur par an. Cette opération dite « d'enrichis-

sement » se pratique à l'usine Eurodif de Tricastin (Vaucluse) ; 6 tonnes d'uranium naturel permettent de fabriquer 1 tonne d'uranium enrichi et 5 tonnes de déchets. Cette installation consomme, à pleine puissance, l'équivalent de la production des quatre réacteurs voisins, des REP de 900 mégawatts de puissance électrique nette (MWe).

Le combustible usé contient 96 % d'uranium encore enrichi à 1 % d'isotope 235, plus que l'uranium naturel, 2 % de produits de fission très hautement radioactifs (césium, iode, strontium, krypton, antimoine...), 1 % de plutonium formé dans le réacteur par fertilisation d'U 238 après capture d'un neutron, et de petites quantités de transuraniens extrêmement radiotoxiques (neptunium, américium, curium...). Le retraitement des combustibles usagés permet de réenrichir l'uranium de récupération, mais surtout le plutonium ainsi séparé pourrait être consommé par des réacteurs à neutrons rapides refroidis au sodium, et si l'on prend soin d'entourer le cœur de ce réacteur avec de l'uranium appauvri récupéré dans les déchets d'Eurodif, il se formerait plus de plutonium que le réacteur n'en consomme, ce qui multiplierait par 60 ou par 100 les capacités énergétiques de l'uranium. Et la France de construire à grands frais l'usine de retraitement de La Hague (Cotentin), et les « *Surgénérateurs* » Phénix à Marcoule (Gard, 250 MWe) et Superphénix à Creys-Malville (Isère, 1200 MWe).

Mais tout cela n'était qu'une belle fable que nous contaient, dans les années 70 et 80, technocrates et politiciens. La réalité est tout autre : l'uranium de récupération contient d'autres isotopes plus radiotoxiques que ceux contenus dans l'uranium naturel. De plus, ils encrasseraient l'usine Eurodif et la mettraient hors d'état. De petites quantités auraient paraît-il été réenrichies clandestinement dans l'usine sibérienne de Tomsk gravement accidentée en 1993. L'uranium de récupération est donc un déchet.

Le réacteur de présérie industrielle Superphénix a été déclassé au rang de réacteur d'étude. Il a coûté 70 milliards de francs, 5 fois plus qu'un REP, n'a fonctionné en 10 ans que l'équivalent d'une année à pleine puissance, et consommé en période d'arrêt pour le maintien du sodium à l'état liquide plus d'électricité qu'il n'en a produit depuis sa mise en service. Unanimement condamné par les écologistes, il l'est maintenant aussi, et très officiellement, par la Cour des comptes. La « *surgénération* » ne fonctionnant pas, la loi en a fait, depuis 1993, un sous-générateur consommateur de plutonium. Mais un petit détail de la plus grande importance interdit aujourd'hui à cette installation d'obéir à la loi : l'uranium appauvri utilisé en couvertures fertiles (radiale et axiale) autour du cœur composé d'uranium et de 20 % de plutonium, a l'extrême avantage d'augmenter sa capacité d'absorption neutronique avec la température. Ainsi, lorsque (occasionnellement) ce réacteur fonctionne, la température augmente et les couches fertiles d'uranium participent à la stabilité neutronique du cœur, diminuant les risques d'emballement incontrôlé de la réaction en chaîne. Tel ne sera pas le cas de la future couverture inerte qui doit la remplacer. De profondes, longues et coûteuses études neutroniques sont donc nécessaires avant de modifier la composition du cœur, ou d'y introduire à fin d'incinération des transuraniens hyper toxiques. Et rien ne laisse supposer que le résultat puisse être positif. Déjà condamnée écologiquement et économiquement, cette installation l'est aussi technologiquement et scientifiquement. Aussi, un gouver-

nement pronucléaire agissant avec un peu de logique devrait-il arrêter les frais et déclasser définitivement cet ex surgénérateur. Seul l'espoir de produire un peu d'électricité pour réduire l'immense perte financière (alors que le décret de redémarrage de 1994 considère cet aspect comme tout à fait secondaire !), incite aujourd'hui l'exploitant à poursuivre l'acharnement thérapeutique. De plus, le Conseil d'État vient une nouvelle fois d'annuler l'autorisation de fonctionnement. Considérer que l'arrêt de Superphénix inscrit dans l'accord Verts - PS est une victoire alors que cette installation représente une impasse technologique notoire relève de la niaiserie ou de la roublardise. On notera au passage que cet accord n'inclut pas Phénix, petit frère aîné de Superphénix, aujourd'hui à l'arrêt et à bout de souffle, mais que certains aimeraient bien redémarrer pour effectuer quelques « manips ». N'oublions pas que l'ex-ministre socialiste Strauss-Kahn, après avoir viré son directeur de la sûreté nucléaire pour cause de refus d'autorisation de redémarrage de Superphénix, avait lancé la longue procédure préliminaire à l'enquête publique afin qu'elle soit disponible dès le printemps 93, après les élections législatives.

La France aura quand même investi plus de 200 milliards de francs dans ce fabuleux projet de retraitement - surgénération, qui se termine dans la déconfiture la plus totale. Quel est le parti politique qui osera avouer un pareil échec ?

► Moratoire sur le Mox

La solution, quand ça va mal, c'est de prendre la fuite (dixit Henri Laborit). En l'occurrence, ce fut le Mox, combustible élaboré à partir d'uranium appauvri d'Eurodif et de 5 % de plutonium de récupération de La Hague. Outre que ce combustible est plus instable et augmente les contraintes de sûreté pour l'exploitant, il amplifie la quantité de transuraniens dans les déchets, véritables superpoisons dans le poison. De plus, son avantage économique ne semble pas évi-

dent. Vers la fin des années 80, le directeur général adjoint d'EDF estimait « qu'à 7000 F le kilo de combustible irradié, on pouvait fort bien ne pas retraiter ». Les filières surgénératrices et de réenrichissement de l'uranium de récupération ayant échoué, il devient logique d'imputer la totalité des coûts de retraitement à l'extraction du plutonium. Ce dernier n'étant pur qu'à 70 % d'isotope 239 fissile, cela porte le prix de ce précieux métal de récupération à 1 million de francs le kilo, 15 fois le prix de l'or, un peu cher pour brûler dans les réacteurs. Le kilowattheure nucléaire verrait son coût progresser d'environ 200 %. On comprend donc facilement que le premier intéressé par un moratoire sur le Mox est l'exploitant lui-même, qui serait très satisfait de ne plus être contraint par cette filière. Ce point de l'accord n'est que pure logique et ne peut en aucun cas être considéré comme concession à l'égard des écologistes.

► La Hague

Dans cette optique, il est légitime de se demander à quoi sert aujourd'hui le retraitement des combustibles irradiés. Mis à part les intérêts de Cogéma, le fabricant - retraiteur de combustible, cette filière très coûteuse n'intéresse personne, excepté les nucléaristes étrangers qui viennent résoudre provisoirement leurs problèmes de déchets en France. La moins pire des solutions est le stockage des combustibles en l'état, en surface et réversible, à sec, dans un composé boré neutrophage. C'est aussi la plus économique, alors que le retraitement a l'inconvénient de contaminer les produits et matériaux utilisés, augmentant le volume final des déchets à

stocker. L'arrêt de cette filière est une solution raisonnable qui n'a rien d'antinucléaire, et limiter l'accord à la non souscription de nouveaux contrats est des plus dérisoire, surtout que dans le contexte mondial de régression du nucléaire, on ne voit pas quels pays pourraient y souscrire.

Dans un climat de pression médiatique intense sur l'effet de serre, menée par des associations dites « écologistes », qui, curieusement négligent d'informer sur la moitié du problème (méthane, protoxyde d'azote... ayant pour principales origines certaines pratiques d'élevage et d'agriculture), le nucléaire peut apparaître chez les gens désinformés comme une solution miracle. Nous avons démontré, dans notre précédent bulletin, que, compte tenu du parc nucléaire mondial et des réserves d'uranium de la planète, l'impact du nucléaire sur l'effet de serre n'est que de l'ordre du pour cent, donc négligeable. La réalité du manque de sûreté dans le fonctionnement des installations nucléaires laisse supposer, avec une quasi certitude que l'accident majeur aura lieu en France avant l'arrêt du parc pour motif de vieillesse. Nous sommes donc contraints, soit d'accepter ce risque, et de sous-évaluer le coût d'une (de milliers) de vies humaines, soit de sortir rapidement de cette hérésie en construisant un parc de production adapté aux technologies immédiatement applicables, le thermique classique, au charbon, compte tenu que cette ressource est la plus importante. N'oublions pas que le Danemark produit 95 % de son électricité à partir de cette ressource, avec des systèmes propres, et que ce pays, qui n'a pas investi dans les utilisations non spécifiques de l'électricité, la produit à un prix hors taxe moitié de celui de la France.

Certains ne manqueront pas de nous rappeler la silicose des mineurs de charbon. Nous leur répondrons que les procédés d'extraction ont beaucoup évolué depuis, et que le risque de cancer chez les mineurs d'uranium, compte tenu des études connues, risque, à terme, de s'avérer plus dramatique que celui de la silicose.

En 1987, un député socialiste recevait quelques membres de Stop Nogent dans son bureau de l'Assemblée nationale. Et de nous expliquer froidement qu'il avait été antinucléaire jusqu'en 1981 mais que, dès son élection, on lui fit comprendre qu'il pouvait être antinucléaire ou député du parti socialiste, mais pas les deux en même temps. Et de nous dire qu'il avait dû faire un choix.

À ce que nous avons pu constater, la plupart des députés sont totalement incompétents sur les questions d'énergie ; à croire que c'est un trait utile pour la carrière chez les politiciens. Le parti socialiste s'est donc fait conseiller, dans le domaine de l'énergie, par les plus professionnels et officiels qui soient, ceux-là même qui avaient déjà conseillé tous les gouvernements depuis la « reconstruction » de l'après-guerre et imposé leurs vues technocratiques à l'ensemble du pays : le Corps des mines.

Traditionnellement encadré par les premiers de promotion de l'école Polytechnique, « l'élite de l'élite », ce corps gouverne le pays depuis un demi-siècle et impose aux politiciens incompétents les grandes décisions. Ce groupuscule, qui fonctionne quasiment comme une secte, impose ses choix technocratiques et nationalistes sans tenir compte des effets secondaires, se comportant en « propriétaire » du bien public et des populations. Quant aux politiciens, incompétents ils sont, incompétents ils resteront, et diluer un peu de « Vert » dans une éventuelle future majorité PS n'y changera rien. Alors, à quoi ça sert de jouer au « grand » quand on n'en a pas les moyens ?

ÉOLIEN : L'ÉNERGIE QUI VAUT DU VENT

En 1992, la fraîchement élue présidente Verte du Conseil régional Nord/Pas-de-Calais s'exprimant devant l'instance nationale de son parti, argumentait « qu'elle n'allait pas demander l'arrêt de la centrale nucléaire de Gravelines car le Conseil régional serait obligé de s'éclairer à la bougie ». Par ces propos, elle avouait implicitement qu'elle n'y connaissait rien aux problèmes d'énergie et de nucléaire, et qu'elle en avait même un certain mépris. Depuis, les écolos du coin ont préféré jouer aux éoliennes plutôt que de s'intéresser à ce qui se passait sur ce site nucléaire de 6 réacteurs, dont 3 équivalent à l'électricité exportée à perte chez les anglais, et 2 à ce qui est vendu à des prix encore plus intéressants à l'usine d'aluminium voisine. En 1996, la centrale de Gravelines a connu une dizaine d'incidents significatifs, non compris les problèmes génériques, sans que les écolos n'y trouvent à redire. Alors, éolien, énergie écologique pour le futur ? Voyons de plus près.

Ces belles éoliennes prototypes de 0,3 MW ont une productivité très variable, problème de disponibilité, mais surtout problème de vents. L'efficacité moyenne est de 20 %. Soit pour une éolienne de 0,3 MW x 24 heures x 365 jours x 20 % = 526 mégawattheures par an. Sachant que le parc nucléaire français produit 370 000 000 MWh par an, il faudrait en théorie 700 000 éoliennes de ce type pour le remplacer.

Mais le vent ne va pas forcément produire de l'électricité au moment où l'on en a besoin, et en produira plus que nécessaire à d'autres moments. Il faudra donc stocker cette électricité supplémentaire pour la récupérer quand la consommation augmente, ou que la production diminue. Impossible à stocker avec des batteries au plomb ou au nickel, les réserves planétaires n'y suffiraient pas,

et la pollution engendrée par ces métaux pourrait s'avérer redoutable. De plus, elle ne rendent que 60 % de l'énergie qu'on leur a donné. La moins pire des solutions consisterait à construire une multitude de barrages hydrauliques pour pomper l'eau en aval lors des fortes productions, et turbiner cette eau pour la transformer en électricité lors des fortes consommations. Rendement 50 %. Déduction faite de l'énergie consommée en direct, il faudrait 500 000 éoliennes de plus pour compenser les pertes dues au stockage, ce qui porte le parc à 1 200 000.

Ces éoliennes ne pouvant pas être placées trop près les unes des autres pour ne pas se déventer, nous prendrons une densité moyenne de 10 éoliennes au km². Il faudrait donc construire une forêt de ces moulins à vent sur une superficie de 120 000 km², l'équivalent de 20 départements, pour disposer de l'équivalent énergétique du parc nucléaire actuel. Paradoxalement, avec des capteurs solaires photovoltaïques, il suffirait d'un demi département, dont une partie serait prise sur des espaces déjà occupés : toits et murs exposés au soleil. Mais aucun effort n'est fait dans ce domaine, et l'on préfère dilapider les deniers publics pour une solution sans avenir.

Ces batteuses présentent en outre le fâcheux inconvénient de hacher menu les p'tits zozios. On peut donc prévoir les conséquences sur la faune.

Ce n'est pas tout. Nous disposerons alors d'une puissance de production crête, les jours de bon vent, de 360 000 MW. Pour transporter cette électricité de pointe vers les consommateurs et les réservoirs hydrauliques de stockage, il nous faudrait multiplier par quatre le réseau de lignes à haute tension. Écolo les éoliennes ?

Nous avons reçu, comme beaucoup d'autres, le courrier suivant. Ce courrier nous a fait réagir par une lettre ouverte (ci-contre). Cette lettre ouverte a suscité des réactions, dont une réponse des Européens contre Superphénix, que vous pourrez lire à la suite.

LES EUROPÉENS CONTRE SUPERPHÉNIX

9, rue Dumenge 69004 LYON - Tél. : 04 78 28 29 22 - Fax : 04 72 07 70 04

Lyon, le 1^{er} mars 1997

Communiqué de presse à insérer dans votre publication 250 associations pour une campagne nationale « sortir du nucléaire »

EDF a beau multiplier ses campagnes de communication (budget de 5 milliards de francs prévu pour 1997), les sondages sont impitoyables : de plus en plus de Français sont hostiles au nucléaire.

- sondage EDF/Les Échos du 31 avril 1996, 85 % des sondés sont opposés à la construction de nouveaux réacteurs ;
- sondage IFOP/Libération du 23 juillet 1996, le refus des déchets nucléaires est la préoccupation majeure des français en matière d'environnement.

Depuis l'accident de Three Mile Island, aux USA en 1979, 16 réacteurs nucléaires ont été construits en Europe : 1 en Grande-Bretagne... et 15 en France. Aujourd'hui, tous les pays européens ont adopté des plans de sortie du nucléaire, ont déjà arrêté leurs réacteurs nucléaires ou n'ont jamais eu recours au nucléaire. La France est une exception.

C'est pourquoi, plus de 250 associations dans le cadre d'un réseau « pour sortir du nucléaire » se lancent aujourd'hui dans une campagne d'interpellation des députés et du Président de la République (1^{er} tirage des documents : 100 000 ex.) et leur demandent par l'envoi de cartes postales :

- l'arrêt de toutes constructions nouvelles ou en cours de centrales nucléaires ;
- l'arrêt du retraitement du combustible à l'usine de La Hague, l'abandon de l'usage du Mox et du plutonium ;
- l'arrêt de Superphénix ;
- l'arrêt des projets d'enfouissement des déchets radioactifs ;
- le transfert des budgets de recherche du nucléaire vers les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables.

Cette campagne se poursuivra jusqu'en mars 1998, date prévue des prochaines élections législatives. Pour y participer, chacun peut dès à présent commander les cartes pétitions accompagnées d'un argumentaire de 4 pages.

Tarifs port compris : 5 F/ex ; A partir de 10 ex. : 4 F/ex. A partir de 50 ex. : 3 F/ex. ; A partir de 100 ex. : 2 F/ex.

Adresse : « Sortir du nucléaire » c/o Les Européens contre Superphénix 9, rue Dumenge 69004 LYON.

Règlement à l'ordre des Européens contre Superphénix.

Lettre ouverte aux Européens contre Superphénix

Vous nous avez envoyé au début du mois de mars un appel de fonds concernant une campagne que vous intitulez « Sortir du nucléaire ». Votre manière d'en exposer les objectifs nous paraît singulièrement gênante, étant donné les raisons d'être de notre association. C'est ce que nous voulons détailler ici.

Comme vous le savez, le comité Stop-Nogent est non seulement un comité de site qui s'oppose au maintien en fonctionnement de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine, située à 80 kilomètres en amont de Paris, mais c'est aussi un comité antinucléaire qui vise à l'arrêt intégral de toutes les installations atomiques. Notre but se résume en une revendication : sortir du nucléaire *avant l'accident*, c'est-à-dire au plus vite. C'est d'ailleurs dans cet esprit que nous sommes par le passé intervenus à propos de Superphénix (cf. notre analyse critique du dossier d'enquête publique d'avril 1993 contre le redémarrage de cette installation, ou notre présence solidaire lors de l'audition du conseil d'État en 1991, sans compter notre participation aux divers rassemblements de protestation que les événements ont pu susciter).

Votre campagne repose sur les revendications suivantes :

- l'arrêt de toutes constructions nouvelles ou en cours de centrales nucléaires
 - l'arrêt du retraitement du combustible à l'usine de La Hague, l'abandon de l'usage du Mox et du plutonium
 - l'arrêt de Superphénix
 - l'arrêt des projets d'enfouissement des déchets radioactifs
 - le transfert des budgets de recherche du nucléaire vers les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables.
- Cette liste d'objectifs pour une action bornée par l'échéance des élections législatives de mars 1998 est remarquable non par ce qu'elle énonce mais par ce qu'elle tait. Vous ne demandez, en effet,
- ni la fin des exportations de courant électrique (une dizaine de réacteurs en moyenne annuelle : 3 pour l'Italie, 3 pour l'Allemagne, 3 pour la Grande-Bretagne, 1,5 pour la Suisse),
 - ni l'arrêt de l'enrichissement du combustible (l'usine Eurodif à pleine puissance consomme jusqu'à la production de 4 réacteurs 900 MWe),
 - et encore moins la fermeture du reste des centrales à eau pressurisée, principales sources des déchets nucléaires dans ce pays.

Vous avez pourtant adopté « Sortir du nucléaire » comme titre de campagne. Nous savons que c'est devenu une habitude pour les médias de présenter des titres qui divergent du contenu effectif des articles, mais rien n'oblige à adhérer à ce genre de procédé. Votre formulation sous-entend l'acceptation d'une exploitation « optimale » du « parc » nucléaire existant selon une logique étroitement économiste, en faisant l'impasse sur le « risque majeur ». Mais il n'y a pas de « nucléaire raisonnable ». Notre activité nous a convaincus du danger croissant que représente le vieillissement des installations nucléaires existantes. Nous vous renvoyons à la lecture de notre bulletin qui en traite depuis des années. Un accident provoquant des rejets de l'ordre du centième de ceux de Tchernobyl (hypothèse parfaitement admise dans les scénarios d'EDF), serait en soi une catastrophe dans un pays comme la France.

Si pareilles omissions dans votre programme ne peuvent être le fait du hasard, nous savons aussi que les associations antinucléaires qui ont survécu au fil du temps sont celles qui ont refusé tout suivisme à l'égard des objectifs politiques. Ceux qui avaient par exemple cru aux promesses de

1981 sur l'arrêt du programme nucléaire ont disparu du terrain antinucléaire.

A vous suivre, un comité comme le nôtre n'aurait d'autre perspective que d'accepter le fonctionnement de la plupart des centrales existantes pendant vingt, trente... voire quarante ans (même EDF n'ose s'engager au-delà).

Le « réseau » que vous affirmez représenter, au terme de deux ou trois réunions, a donc défini un programme maximal fort mesuré et qui sera nécessairement atténué au fil des tractations ambiguës que produit toute période électorale. Comme le disait un certain Pasqua, citant celui qui allait devenir l'actuel président de la République, *les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent.*

Vos propositions ne laissent aucun espace à l'activité particulière des comités de site et restreindraient considérablement la portée des actions antinucléaires générales.

Vous comprendrez que, dans ces conditions, nous nous voyons dans l'obligation d'émettre les plus vives réserves sur votre campagne et d'en exposer publiquement les limites et les ambiguïtés.

Paris le 20 mars 1997
Comité Stop Nogent-sur-Seine

Collectif National STOP MELOX

Jeu 27 mars 1997

Fax : 04 90 75 99 13

Lettre ouverte

A Comité Stop Nogent

Chers amis,

J'ai reçu et j'ai lu, avec beaucoup d'intérêt, votre lettre ouverte aux Européens contre Superphénix qui explique bien l'impasse dans laquelle se trouve maintenant cette énorme structure qui ne vit que du pompage financier qu'elle opère auprès des comités locaux ou des individus mal informés.

En effet, pendant plusieurs années, le Collectif a versé la cotisation (500 F) aux Européens contre Superphénix et en retour n'a rien vu venir. Pas même un mot dans leurs papiers lorsque le Collectif Stop Mélox a perdu le recours d'annulation du décret de création de l'usine Mélox, recours conduit par l'avocat Corinne Lepage devant le Conseil d'État qui a débouté le Collectif et l'a condamné à verser 10 000 F à la Cogéma ! Depuis le Collectif refuse d'aider cette superstructure qui dispose, je crois, de sommes versées par de nombreuses petites associations abusées mais aussi de fonds de certaines organisations qui, elles, savent ce qu'elles font !

De plus, les objectifs de la campagne des Européens contre Superphénix sont, comme vous le dénoncez justement, très incomplets. Ils rejoignent les objectifs des Verts qui viennent de s'allier avec le P.S. et qui n'envisagent même pas l'arrêt du nucléaire mais une sortie progressive à je ne sais quelle échéance, reportée chaque année à dix ans !

Le Collectif National Stop Mélox a lui-même été victime de la politique des Verts qui n'ont pas hésité à passer un accord électoral en son temps avec Brice Lalonde. Ce dernier, lorsqu'il était ministre de l'environnement, a signé le décret autorisant la construction de l'usine Mélox avec le premier ministre Rocard et le ministre de l'Industrie Fauroux.

Dans le cadre de « l'entente écologique » que je n'ai eu de cesse de dénoncer, les Verts et Génération Écologie sont allés aux élections. On a vu ce que cela a donné. Aujourd'hui, le même scénario se reproduit, en quelque sorte, avec l'accord Verts-P.S.

En tout cas, je vous rejoins pour dénoncer l'abandon par les grandes structures antinucléaires, des petites associations qui ne sont que des pompes à fric. Qui osera le dire ? Je le dis.

Marc Faivet

Droit de réponse aux Européens contre Superphénix

Lyon, le jeudi 3 avril 1997

Suite à votre lettre ouverte et dans un souci de ne pas entamer une polémique qui serait préjudiciable à l'ensemble du mouvement antinucléaire français, nous voudrions vous apporter les précisions suivantes :

- 1) Vous nous accusez de ne pas envisager une sortie rapide du nucléaire. Cet argument est absolument faux : le titre de notre campagne est déjà suffisamment clair sur ce point : "les déchets radioactifs nous envahissent, VITE, sortons du nucléaire". D'autre part, en page 3 de l'argumentaire, nous écrivons "le potentiel de production électrique - centrales au fuel, au gaz et hydraulique en fonctionnement continu sur l'année et non en pointe comme aujourd'hui - permettrait en couplant avec une grande campagne d'économies d'énergie et un arrêt des exportations d'électricité vers l'étranger, une **sortie immédiate du nucléaire en France.**" Peut-on être plus clair ??? Rappelons que l'ensemble des textes a été préparé en concertation avec une dizaine de groupes différents (Stop Golfech, Fessenheim, La Hague, Greenpeace, comité contre l'enfouissement des déchets...). Il aurait été difficile de faire les choses avec plus de transparence.
- 2) Nous sommes conscients autant que vous des risques inhérents aux centrales nucléaires vieillissantes. Le risque majeur est une préoccupation importante pour nous : cf. schéma du cycle des rejets radioactifs et le texte de la page 2 : "Dire qu'un tel accident - Tchernobyl - ne peut se produire ailleurs est un acte de foi, pas une approche technique raisonnable".
- 3) Contrairement à ce que vous sous-entendez, nous ne sommes à la solde d'aucun parti politique. Nous sommes soutenus par un réseau de plusieurs milliers de donateurs et associations.

Commentaire de Stop Nogent :

Comme le lecteur peut le constater, cette réponse n'apporte rien d'important sur le fond. Ce qui est essentiel dans une campagne ce sont les revendications. Les revendications de cette campagne ne correspondent pas à une sortie rapide du nucléaire. Ce n'est pas une phrase au conditionnel, figurant dans l'argumentaire (phrase citée dans la réponse), qui y change quelque chose. Nous reviendrons, bien entendu, plus en détail sur toutes ces questions, mais nous pensons, de toute façon, que les débats doivent être publics.

4) Nous ne nous sommes à aucun moment auto proclamé comme "représentant" du réseau pour une sortie du nucléaire en France. L'ensemble des 265 groupes (liste disponible sur simple demande) qui nous ont fait confiance en apportant une contribution financière ont été sollicités sur la base des actions que nous avons accepté de coordonner pour 1997 (campagne de cartes postales et revue "sortir du nucléaire" n° 2), ceci suite à une rencontre nationale à Chaumont, fin septembre 1996. De son côté, le comité Stop Golfech s'est chargé de coordonner les actions pour le 26 avril. Si vous l'aviez voulu, vous auriez pu animer une activité ou action spécifique : vous ne l'avez cependant pas fait. Pour conclure, votre attitude nous semble totalement irresponsable et extrêmement préjudiciable à l'ensemble du réseau dont vous n'avez en l'occurrence pas souhaité faire parti. En transmettant votre lettre ouverte aux médias vous donnez tous les arguments au lobby nucléaire pour faire croire à une division des forces au sein des quelques rares groupes antinucléaires en France. BRAVO ! En l'occurrence, en reprenant vos arguments, l'agence de presse "ENER-PRESS", qui informe les industriels, a certainement dû ravir les pronucléaires. Veillons à ne pas scier la branche très frêle encore sur laquelle nous sommes tous assis. Nous vous invitons à discuter plus complètement de tous ces points au cours du jeûne de 48 h qui aura lieu les 31 juillet et 1^{er} août 1997 devant la centrale de Creys-Malville (Isère) pour commémorer les 20 ans de la mort de Vital Michalon, tué par "les forces de l'ordre", le 31 juillet 1977, et lors des prochaines rencontres nationales (date non fixée, au Carnet ou à Golfech).

Cordialement.

Pour les Européens contre Superphénix
Philippe BROUSSE

PANORAMA DES CATASTROPHES À VENIR

En 1989, le comité Stop-Nogent découvrait dans la Seine une pleine poignée de becquerels de Cobalt 58. Nos réflexions nous amenaient à craindre qu'un alliage à base de nickel utilisé dans le circuit du réacteur se corrode et se fissure, l'activation de ces particules dans le flux neutronique produisant le cobalt radioactif anormalement rejeté en rivière. Malgré les tergiversations d'EDF, la suite de l'histoire confirma complètement nos craintes. Les réacteurs nucléaires ont été construits d'une façon qui se voulait très sûre, avec une norme statistique de risque d'accident de 1 par million de réacteurs et par an. Suite aux problèmes de corrosion de l'alliage qui ne touchaient à l'époque que les générateurs de vapeur, nous pouvions lire en 1989 dans un rapport de l'autorité de sûreté nucléaire du ministère de l'Industrie que le risque d'accident grave avait sérieusement augmenté. Il était alors estimé entre 1 pour 500 et 1 pour 10 000 par réacteur et par an. Début 1990, l'inspecteur général de sûreté nucléaire d'EDF écrivait dans son rapport annuel que « ... le risque d'un accident majeur dans les 20 ans à venir était de quelques pour cent ».

La situation ne s'est pas améliorée depuis ; d'autres anomalies sont apparues, et les erreurs humaines dans le maniement de ces installations, parfois volontaires, sont en hausse évidente.

Dans notre prochain numéro nous décrirons, autour des incidents intervenus sur le parc français en 1996, ainsi que des problèmes génériques, un échantillonnage panoramique des risques, afin que le lecteur puisse se forger une opinion sur la sortie du nucléaire. Faut-il avoir une vision réaliste de type économique qui vise à laisser les installations finir « naturellement » de vieillesse et remplacer ensuite par autre chose ? Faut-il développer les énergies renouvelables et économiser l'énergie, afin de permettre de se passer du nucléaire... dans un certain nombre de décennies, ou faut-il opter pour une sortie la plus rapide possible du nucléaire par une technologie de production immédiatement disponible et de réserves planétaires abondantes : le thermique classique au charbon ? À chacun d'estimer la valeur de la vie, humaine, végétale, animale, et de la comparer aux valeurs du « réalisme économique ».

DÉCHETS NUCLÉAIRES - ACTUALITÉ

MANIFESTATIONS DU 8 MARS



Photos : D. Léonard

Le 8 mars des manifestations ont eu lieu à l'initiative des collectifs. A Chaumont (Haute-Marne) comme à Bar-le-Duc (Meuse) plus d'un millier de personnes ont manifesté. Stop Nogent a participé à la manifestation de Bar-le-Duc, où on notait aussi la présence, entre autres, du CSFR (Fessenheim). Dans la Vienne, les opposants ont occupé la mairie de La Chapelle Bâton du 7 au 9 mars. Partout les conditions du déroulement des enquêtes publiques (lire ci-après) ont été dénoncées.

ENQUÊTES PUBLIQUES

Les Conseils généraux du Gard, de la Meuse et de la Haute-Marne, de la Vienne ont accepté, en 1993, l'implantation d'un laboratoire de recherches géologiques en vue de l'enfouissement des déchets nucléaires. C'est un problème d'envergure nationale. Que nous soyons ou non proches du site, nous sommes aujourd'hui, plus que jamais, tous concernés.

Le projet est soumis à enquête publique jusqu'au 2 mai 1997 pour la Meuse et la Haute-Marne, l'enquête pour la Vienne se terminait le 3 avril, celle du Gard se termine le 17 avril.

L'enquête publique est une procédure administrative de consultation directe de la population. Elle n'est pas limitée aux habitants concernés. Le problème est d'envergure nationale, chacun peut donner son avis.

La Coordination nationale des collectifs contre l'enfouissement des déchets radioactifs appelle à participer à l'enquête publique.

Pourquoi ?

Théoriquement, l'enquête publique est un instrument unique de participation et d'information des citoyens. En réalité, les questions essentielles ne sont pas abordées, à savoir celles qui concernent la "poubelle nucléaire souterraine" qui fait suite au laboratoire.

Ne pas y participer, c'est laisser le champ libre à ceux qui veulent l'enfouissement des déchets radioactifs. C'est, pour les opposants, être absents du dossier.

Nous proposons donc d'y participer massivement mais de bien faire savoir que nous ne sommes pas dupes :

- ▲ le laboratoire est le prélude à l'enfouissement,
- ▲ si les résultats de l'enquête publique dérangeant, le gouvernement peut passer outre,
- ▲ l'ANDRA cherche un département au cerveau mou, et non un sous-sol dur.

Comment y participer :

Si vous n'êtes pas sur place, vous ne pouvez donc pas écrire sur les registres d'enquête, mais vous pouvez écrire au Président de la commission d'enquête et envoyer ce courrier aux collectifs locaux ou à la coordination nationale qui transmettront.

Les enquêtes concernent : la demande de permis de construire ; la demande d'autorisation d'installation et d'exploitation ; éventuellement la déclaration d'utilité publique si l'acquisition des terrains par l'ANDRA n'a pas pu se négocier à l'amiable ; la construction d'installations dites classées, contenant des matières dangereuses, telles un stockage d'ammoniac pour la congélation des sols ; une enquête, au titre de la Loi sur l'Eau (protection des ressources en eau et des milieux aquatiques).

Participer massivement, cela veut dire être le plus grand nombre possible à déposer des remarques.

Les remarques doivent être les plus précises et pertinentes possibles. Il faut exiger des précisions, formuler des contre-propositions. Vous pouvez signer la lettre type jointe, mais l'ensemble de ces lettres, si nombreuses soient-elles, sera considéré comme une seule remarque. Alors n'hésitez pas à formuler vos remarques personnelles (signées et datées) et à prendre toutes les précautions pour qu'elles ne soient pas falsifiées : stylo indélébile, pages numérotées, annexes agrafées, copie aux journaux et bien sûr en garder une photocopie.

Il faut éviter le hors sujet, donc partir du dossier déposé à l'enquête, afin que la remarque ne soit pas écartée.

Coordination nationale contre l'enfouissement des déchets radioactifs
3, chemin de Vaux-le-Comte 55000 BAR-LE-DUC
Tél./Fax : 03 29 45 45 55

LE SYNDRÔME DU PRIX NOBEL : DISSERTER SUR TOUT

Les pronucléaires n'ont plus leur allant d'autrefois. Même les plus acharnés donnent l'impression d'être secrètement minés par des échecs internes retentissants. La catastrophe de Tchernobyl y est bien entendu pour beaucoup. Plus près de nous, l'erreur scientifique et technique que constitue Superphénix y contribue notablement. Le décollage du programme nucléaire sans piste d'atterrissage les inquiète également : l'aérodrome n'est toujours pas en vue, quoi que l'on dise officiellement ; les déchets atomiques demeurent un casse-tête insoluble, malgré toutes les contorsions officielles. La nécessaire discrétion sur le vieillissement des centrales à eau pressurisée et la multiplication des erreurs génériques explique enfin que les spécialistes préfèrent ne pas trop attirer l'attention. Bref, cela faisait longtemps qu'un "scientifique" ne nous avait pas infligé son enthousiasme sur les merveilles à venir de l'atome.

Georges Charpak, physicien des "hautes énergies", a reçu un prix Nobel il y a quelques années déjà. Ce domaine n'a rien à voir avec l'atome civil ou militaire, mais il dit s'être associé avec un Américain, Garwin, nettement plus au fait de la chose (c'est un des auteurs de la bombe à hydrogène américaine), pour rédiger un livre pesant où l'on trouve, à peine mise à jour, la confusion ordinaire et la mauvaise foi des croyants pronucléaires. Il ne semble pas que cet ouvrage réalisés "à deux" (par le biais de messages électroniques et de conversations téléphoniques !) doive connaître une publication en langue anglaise, ce qui trahit une opération destinée au seul marché français.

L'intitulé (*Feux follets et champignons nucléaires*, éd. Odile Jacob, 1997) est représentatif du propos : rabâcher que les réactions hostiles au nucléaire relèvent d'une attitude émotionnelle, irrationnelle, analogue à celle qui tissait les légendes sur les feux follets (l'adjectif "nucléophobe" est utilisé à plusieurs reprises). Ce genre de cuistrerie ne s'affichait plus depuis quelques dizaines d'années dans le milieu scientifique français.

Le plus surprenant, c'est que ce morceau d'anthologie n'atteint même pas le stade de la plus élémentaire vulgarisation. Le premier chapitre est une illustration des erreurs pédagogiques à éviter : longuet pour les connaisseurs même peu informés, il est impénétrable au non-initié.

On ne peut que mentionner les perles les plus énormes. Le livre parle ainsi d'irradiation, jamais de contamination, défend l'usine de séparation du plutonium de La Hague, en assurant que cela réserve des possibilités d'avenir pour l'industrie nucléaire, fait l'éloge des idées de C. Rubbia pour un nouveau type de réacteur nucléaire (qui de toute façon n'atteindrait pas un stade industriel avant des dizaines d'années), etc. Il va jusqu'à reprendre par moments l'air de la haute bureaucratie nucléaire internationale sur le "stress" qui frapperait les populations victimes de Tchernobyl ("stress" qui expliquerait bien plus que la contamination radioactive les pathologies diverses et variées que l'on voit se multiplier là-bas !) et disserte longuement sur l'hypothétique "incinération" du plutonium dans les surgénérateurs. Charpak se fait donc, en fait, le porte-voix d'une caste assez particulière, que bien peu de pays nous envient. La posture qu'il adopte à cette occasion, se présenter comme un quasi-profane en matière nucléaire, est évidemment une imposture : les journalistes passent sous silence ce "détail", puisqu'ils l'invitent toujours comme "prix Nobel" français et qu'il laisse faire.

La caution de l'expert Garwin, destinée à conjurer les

lacunes des positions de Charpak, est plus curieuse, d'autant que le livre met en évidence la ligne de fuite des références propres aux nucléocrates avec une bonne conscience qui leur fait en général défaut (justement parce qu'ils savent un peu trop bien la portée de ce à quoi ils ont collaboré).

La tonalité de la démarche se vérifie, s'il en était besoin, à la mauvaise foi avec laquelle Charpak, lors des séquences de promotion de son livre dans les médias, dénigre une étude comme celle de Viel sur La Hague (elle a décelé un excès de leucémies chez les enfants de la région)

Le seul point qui mérite l'attention, c'est un argument qui oppose le nucléaire au charbon. Il est reconnu que cette dernière source d'énergie est de loin la plus abondante, mais que pour le Japon et la France, démunis de richesses propres dans ce domaine comme dans le pétrole, il faut trouver un démultiplicateur d'énergie. Le fond est évidemment une démarche de puissance qui table sur une passivité hypocrite de la population. Il est à noter que cette orientation rencontre de notables difficultés au Japon, pays nettement moins éloigné que le nôtre d'un fonctionnement démocratique.

La technique utilisée dans ce livre, reconnaître certaines vérités gênantes pour n'en pas tenir compte quelques pages plus loin, est d'une certaine façon instructive². Elle montre à quel point le style du collage imprègne les discours dominants. Ne pouvant plus mentir sur tout, ils reconnaissent l'étendue du désastre mais se comportent aussitôt comme s'ils n'avaient rien dit (on affirme par exemple que la contamination radioactive due à Tchernobyl est négligeable au regard de l'histoire et des moyennes mondiales, après avoir concédé qu'en la matière les moyennes ne veulent rien dire). Cet aveu attestant une fois pour toutes leur bonne foi, ils escomptent que le public se souviendra de cette concession et qu'il oubliera les conséquences de ce qui a été reconnu du bout des lèvres.

Charpak n'est même pas un enthousiaste naïf, puisque ses intérêts personnels rencontrent directement ceux de la Cogéma qui gère le centre de La Hague (cf. *Canard Enchaîné* du 29 janvier 1997 et *Revue générale nucléaire* n°5, sept.-oct. 1993³). Il ne reste donc que l'arrogance dérisoire d'un mandarin qui a réussi dans un pays qui ne sait pas cantonner ce genre de personnages à son domaine.

¹ Le sérieux de la démonstration se voit en une citation : (p. 221) : « Les critiques objectent que l'optimisme de Rubbia masque les difficultés du projet : il manque, par exemple, des informations sur la tenue des aciers dont est faite la cuve devant une érosion possible par le plomb fondu, stimulée par les rayonnements intenses.

C'est vrai ! Mais c'est un beau sujet de recherche ! »

² Il assure que la principale contamination radioactive de Tchernobyl est due à l'iode relâché dans les premiers jours (en disant que sa « durée de vie » est de huit jours) mais plus loin, il admet que le problème pourrait venir du césium qui reste très longtemps actif (période de demi-vie de 30 ans), et qu'il y a eu des rejets considérables de plutonium (il ne rappelle pas la toxicité exceptionnelle de cet élément).

³ Titre : Georges Charpak entre au Conseil d'administration du groupe Cogéma.

Texte : Georges Charpak, membre de l'Institut, prix Nobel de Physique (1992), a été coopté en tant qu'administrateur par le conseil d'administration de Cogéma qui s'est tenu jeudi 21 octobre au siège social de la société. On peut également signaler que Charpak est en affaires avec une des filiales de la Cogéma, Eurysis, elle-même actionnaire majoritaire d'une société qu'il a fondée en 1989 et dont il est toujours administrateur, Biospace Mesures (*Le Canard Enchaîné* du 27 janvier 1997).

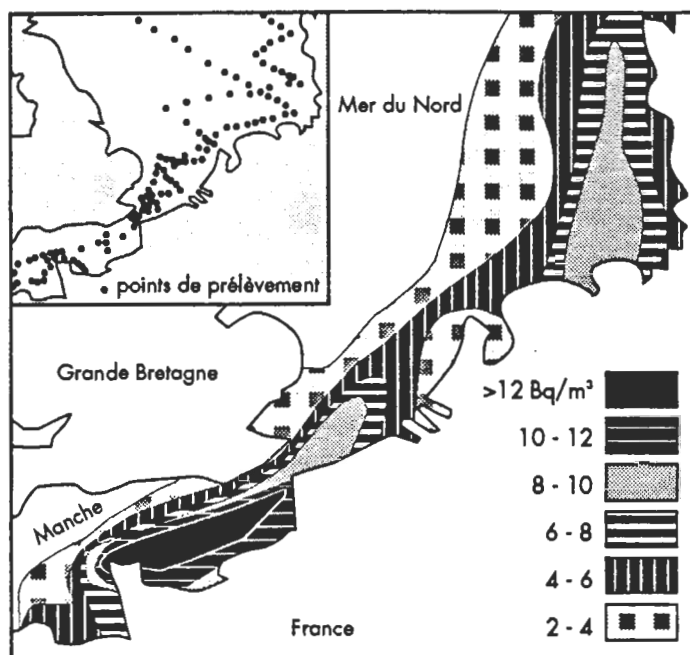
YAPASKALAHAGUE

Dans sa publication de sûreté nucléaire (*Contrôle* n° 111, juin 96), le ministère de l'Industrie diffuse un dossier sur les rejets des installations nucléaires. En page 39, sous la plume de Pierre Guéguéniat de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN), un bel article sur la pollution de la Manche par les rejets de La Hague ; carte à l'appui (ci-contre). La mesure est effectuée en becquerels par mètre cube d'eau de mer sur l'antimoine 125, un produit de fission. On y découvre que la langue de contamination des rejets, 4 fois plus élevée que ceux de l'usine anglaise de Sellafield, évolue à un niveau quasi constant des abords de l'usine à Boulogne sur Mer. La pollution met environ 4 mois pour parcourir ces quelques 300 km. Toutes activités confondues, le niveau de contamination évolue de 100 Bq/m³ aux abords de l'émissaire à 25- 40 Bq/m³ sur la presque totalité des plages de la Manche entre le Calvados et le Pas-de-Calais. Elle atteint encore des niveaux de 20 Bq/m³ sur les côtes du Danemark (12 mois).

Alors, les leucémies seront-elles limitées à La Hague ? Il est à craindre, dans le futur, qu'une autre étude « Viel » ne découvre une propagation de la maladie sur des distances bien plus importantes. En attendant, ce médecin épidémiologiste vient de se voir sucquer une partie de ses crédits de recherche. On ne peut donc être un scientifique honnête et disposer des moyens de ses travaux. Les intérêts du lobby priment donc sur la santé des populations.

Tableau 1 : Temps de transit et dilution d'un rejet constant de 10 000 GBq/mois effectué à l'usine de La Hague

	Gouy (17 km de l'émissaire)	Rade de Cherbourg	Pas-de-Calais	Côtes du Danemark	Chenal de Norvège (sortie de la mer du Nord)	Mer de Barents
Distance de l'émissaire (km)	7	35	290	1100	1600	3500
Temps de transit moyen	2 semaines	3 à 5 semaines	4 mois	12 mois	17 mois	3,5 ans
Activité volumique de l'eau de mer (Bq/m ³)	90-115	45-60	25-40	15-25	4-5	1-3



Concentration d'antimoine 125 en Manche et mer du Nord en juillet 1991.

Tableau 2 : Prédiction de l'impact des rejets de l'usine de La Hague en mer de Barents pour les années 1996-1997

	Strontium 90	Antimoine 125	Césium 137	Technétium 99
Activité de l'eau de mer (Bq/m ³)	0,3-0,5	0,1-0,2	0,1-0,2	0,008-0,014

TRANSPORTS DE DÉCHETS NUCLÉAIRES (ALLEMAGNE-FRANCE)

Le 4 février dernier, à Apach, en Moselle, s'est produit le premier déraillement d'un train transportant des déchets nucléaires. Ce train venait de la centrale nucléaire allemande d'Emsland, en Basse-Saxe. Bien que la motrice et les trois wagons transportant le combustible irradié ne se soient pas couchés et que les « châteaux » (dont on dit qu'ils sont capables de résister à une chute de 9 m) aient tenu bon, cet accident pourrait relancer la mobilisation des écologistes allemands.

Le Monde a consacré un article à l'incident le 6 février sous le titre : « Un train transportant du combustible irradié a déraillé en Moselle ». *La Vie du Rail* a repris ce thème dans son n° 2583 du 12 février. On y apprend qu'Apach est une gare de triage frontalière où l'on remplace la locomotive allemande par une française. On y apprend que les wagons contenant le combustible irradié sont toujours placés en tête de train et que leurs volets coulissants dissimulent « les fameux "châteaux", cylindres d'un poids unitaire de 90 tonnes qui contiennent un chargement de six tonnes de combustible irradié venues de la centrale d'Emsland ».

On y apprend que « des emballages de ce type, il en passe en moyenne deux par mois à Apach, en provenance d'Allemagne ». On y apprend également que deux policiers allemands accompagnent le mécanicien en cabine, le gouvernement allemand craignant des tentatives de blocage par les écologistes allemands de ces convois.

L'origine du déraillement serait une cassure de rail, « cas de figure qui, sans être fréquent, n'est pas exceptionnel ». Quinze heures seront nécessaires à la SNCF pour remettre le convoi sur les rails.

« 750 transports de combustibles nucléaires sont effectués chaque année en France, dont 300 de combustibles neufs et 450 de combustibles irradiés. Ces derniers sont acheminés soit vers La Hague, soit vers Sellafield ».

La Vie du Rail souligne qu'outre-Rhin les écologistes ont lancé des

campagnes pour bloquer ces convois. En France c'est l'indifférence générale. Rassurons-nous : les châteaux sont capables de résister à une chute de 9 m ou de supporter un feu de 800 °C pendant une demi-heure. Puisqu'on vous dit qu'il n'y a pas, qu'il n'y a jamais eu, qu'il n'y aura jamais de danger... On vit une époque formidable !..

Déchets nucléaires allemands, encore...

Libération, le 5 mars, a publié un article intitulé : « la guerre des déchets allemands : 10000 manifestants et 20000 policiers attendent un convoi aujourd'hui à Gorleben ».

Pour rappel, Gorleben, au nord de l'Allemagne, est un centre de stockage de déchets nucléaires en provenance directe de centrales allemandes ou passés par l'usine de retraitement française de La Hague.

La livraison programmée est cette fois d'une ampleur particulière : six « castors » (conteneurs renfermant chacun 19 barres de combustible irradié) au lieu d'un pour les convois de 1995 et 1996. D'où la colère des militants antinucléaires. L'un d'entre eux explique : « cette bataille est aussi une bataille médiatique. Même si nous ne parvenons pas à empêcher cette troisième livraison, notre résistance montre au moins que l'Etat impose le nucléaire contre la volonté des citoyens. Il ne pourra pas se le permettre indéfiniment ». La mobilisation et l'organisation des militants est à la hauteur de l'inquiétude. « Chaque castor contient 20 fois la radioactivité dégagée à Hiroshima ou plus d'un dixième de celle lâchée à Tchernobyl. »

Mais savez-vous ce qui fait rire la police allemande ? C'est d'entendre dire « qu'en France, deux policiers suffisent pour escorter un transport de déchets nucléaires »... Et vous ? Ça vous fait rire ? Pas nous....

SOMMAIRE

Éditorial	1
L'accord « antinucléaire » Verts- P.S.	2
Éolien : l'énergie qui vaut du vent	4
Lettre ouverte aux Européens contre Superphénix	5
Droit de réponse aux Européens contre Superphénix	6
Panorama des catastrophes à venir	6
Déchets nucléaires - actualité	7
Le syndrome du prix Nobel : dissertar sur tout	8
Yapaskalahague	9
Transports de déchets nucléaires (Allemagne-France)	9

La lettre d'information

du Comité Stop Nogent-sur-Seine

Directeur de publication : Dominique LÉONARD

CPPAP n°AS 71349 - Dépot légal : à parution

Trimestriel - Abonnement : 1 an/4 n° : 50 F

Maquette : Stop Nogent - Imprimerie : Célia Copie.

Comité Stop Nogent-sur-Seine

c/o Nature & Progrès

49, rue Raspail

93100 MONTREUIL

☎ 01 42 93 96 25 (répondeur)

Fax : 01 45 83 85 50

Adhésion : 50 F/an minimum.

Réunions les 1^{er} et 3^e jeudis du mois à 19 h 30 à l'AEPP
46, rue de Vaugirard PARIS VI^e - RER Luxembourg

Anniversaire de Tchernobyl

Onze ans ont passé depuis la catastrophe de Tchernobyl, due à l'explosion du réacteur numéro 4.

Un jeûne de 4 jours contre le nucléaire civil et militaire aura lieu du 24 au 27 avril au 114, rue de Vaugirard avec, entre autres, la présence du professeur Théodore Monod.

Renseignements : Nina, 01 42 26 24 92

Merci à Nitassinan

Nous remercions la revue Nitassinan pour nous avoir permis de réaliser ce bulletin en nous prêtant leur ordinateur, le nôtre étant quelque peu capricieux en ce moment (on espère que ceux utilisés dans les centrales nucléaires sont plus fiables...).

On en profite pour vous présenter leur journal.

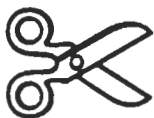
C'est le journal (trimestriel) d'une association, le Comité de Soutien aux Indiens des Amériques (CSIA), il comprend un dossier et des rubriques sur l'actualité des luttes amérindiennes, (environnement, droits de l'homme, droits à la terre, art et culture, éducation, ...), le tout sous une présentation agréable.

Abonnement : 160 F pour 6 numéros,
abonnement de soutien : 250 F.

Nitassinan-CSIA BP 317
75229 Paris cedex 05



ADHÉSION,
MODE
D'EMPLOI...



c/o Nature & Progrès 49, rue Raspail 93100 MONTREUIL

Bulletin
d'adhésion
& d'abonnement

NOM : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ VILLE : _____

Adhésion: 50 F Abonnement à La Lettre d'information du Comité Stop Nogent-sur-SEINE
(1 an) : 50 F (Gratuit pour les étudiants et les chômeurs adhérents du Comité).

Don pour le Comité _____ F Don pour le contrôle de la radioactivité _____ F

Chèques à l'ordre de : Comité Stop Nogent-sur-Seine